

Abandon des Kurdes à Afrin : la faute d'Emmanuel Macron

Loin du nouveau monde promis durant sa campagne, le président de la République cautionne le régime turc et ses exactions contre les Kurdes du YPG. Une compromission infamante pour la France, au nom d'intérêts indéfendables.



On nous promettait donc un nouveau monde. Macron, président du monde, héraut des droits de l'homme et d'un monde ouvert, libre. Mais, depuis plus de sept semaines maintenant, les forces turques de la dictature d'Erdogan et leurs supplétifs syriens, parfois directement issus des rangs de l'État Islamique, assiègent la ville-refuge, la ville autrefois libre et ouverte d'Afrin.

Pire, depuis ce mercredi, les forces turques opèrent une percée décisive à ses portes malgré la présence et la résistance des combattants kurdes du YPG, la branche syrienne du PKK (*Parti des travailleurs du Kurdistan*). Si l'on en croit [l'agence Reuters et le New York Times](#), l'eau est désormais coupée, en amont, par les forces turques.

Dans une ville qui accueille également des réfugiés de toutes confessions, la situation sanitaire devient intenable. Sur la centaine de milliers d'habitants et de réfugiés que compte la ville, une dizaine de milliers est d'ores et déjà déplacée, fuyant le manque d'eau et les bombardements des hélicoptères d'attaque légers de l'armée turque, qui prennent également pour cible les zones habitées par les civils.

Égards et contrats pour Erdogan

Selon [le témoignage des Forces antifascistes à Afrin](#) (des volontaires occidentaux qui ont rejoint les rangs des forces kurdes pour combattre l'État Islamique),

"à ce jour, près de 300 civils ont été sauvagement tués, y compris les femmes et les enfants, tandis que les blessés s'élèvent à plus de 700 personnes".

Qu'a fait, que fait la France, pendant ce temps ? Elle n'a rien trouvé de mieux, en la personne d'Emmanuel Macron, que de [recevoir Erdogan](#) comme elle avait déjà reçu Poutine et Trump ; de signer un contrat portant sur un système de défense anti-missiles avec la Turquie ; enfin, dans la foulée, de reconnaître le PKK comme une organisation "terroriste". On croit rêver.

Car enfin, à qui doit-on les premières victoires contre l'État Islamique et ses menées terroristes (véritables, celles-là, comme nous avons pu l'éprouver en France), sinon aux combattants et aux combattantes kurdes du PKK ? Aurait-on déjà oublié la bataille de Kobané ? Et avec cette première victoire contre l'État Islamique, un peuple libre qui – une fois de plus – s'était hissé aux avant-postes pour défendre le droit à l'autodétermination et l'auto-organisation ; pour défendre et reconquérir la liberté des femmes, des minorités religieuses aussi ; et armé, avec cela, d'une impeccable vision égalitaire ?

Il faut le dire sans détour : c'est une honte, une infamie sans nom, qu'Emmanuel Macron ait osé qualifier de terroristes les représentants du PKK et du peuple kurde et, avec les autres dirigeants européens, les abandonne aujourd'hui au silence et à la mort.

Le monde selon Macron

Mais il faut aller plus loin, et s'interroger sur les raisons de cette compromission. Pourquoi ce geste de capitulation, qui renforce une dictature aux frontières de l'Europe ? Sinon parce que cette dictature est, en fait, devenue le fondé de pouvoir de l'Union européenne dans la crise des migrants ? Pourquoi tout concéder à Erdogan, si ce n'est pour faire de la Turquie un rempart chargé de contenir les migrants ?

On le sait : Erdogan menace, depuis le printemps 2017, de lever l'accord qui veut que tout migrant arrivé sur les côtes européennes après avoir transité par la Turquie puisse y être renvoyé (un accord dans le cadre duquel, de plus, l'UE verse trois milliards d'euros à la Turquie). Ce que l'euro-député belge Philippe Lamberts, coprésident du groupe des Verts au Parlement européen **affirmait déjà en mars 2017** pèse sans doute non moins, aujourd'hui, sur le destin des Kurdes :

"C'est parce que l'Union européenne refuse de faire ce dont elle est capable en termes de réfugiés que nous nous mettons à la merci de ce gars [Erdogan]".

Il faut donc se demander quel est ce monde, la nature de cette ouverture au monde que prônait Emmanuel Macron durant la campagne présidentielle. La réponse est désormais évidente : c'est une ouverture au monde, mais au monde des puissants et des puissances (qu'on reçoit avec allégresse sous les ors de Versailles).

Mais ce monde de puissants demeure lui-même fermé à ceux qui, ici ou ailleurs, souffrent et luttent pour un peu de pain ou de liberté. Ici, en France : ceux qui ne sont rien, ou sont regardés comme des hommes de second rang (les migrants). Ailleurs : les peuples qui à Afrin, ou dans la Goutha, sont autant de vies qui ne comptent pour rien. Emmanuel Macron s'était fait le champion de l'ouverture au monde et à l'Europe. Il n'est, en vérité, que le gardien, le chien de garde d'une Europe des banques et des barbelés.